

Publications périodiques

Comptes annuels

FINAMUR S.A.

Société Anonyme au capital de 227 221 164 €.
Siège social : 12, Place des Etats - Unis, 92 548 Montrouge Cedex
340 446 707 R.C.S. Nanterre

Comptes individuels au 31 décembre 2017
Approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 mai 2018

I.— Bilan

(Montants présentés en milliers d'euros)

Actif	2017	2016
Caisse, Banques Centrales, CCP	1	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les Etablissements de Crédit	10 412	40 407
Opérations avec la clientèle	127	196
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et Autres Titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
Part dans les entreprises liées	2	2
Crédit-Bail et Location avec option d'achat	4 897 225	5 110 173
Location simple	19	214
Immobilisations incorporelles	180	228
Immobilisations corporelles	0	0
Capital souscrit non versé	0	0
Actions propres	0	0
Autres actifs	80 862	99 563
Comptes de régularisation	21 720	23 808
Total de l'actif	5 010 548	5 274 591

Passif	2017	2016
Banques Centrales, CCP		
Dettes envers les Etablissements de Crédit	3 989 358	4 200 674
Opérations avec la clientèle	0	0
Dettes représentées par un titre	10 000	10 000
Autres Passifs	408 972	454 201
Comptes de régularisation	106 812	134 797
Provisions pour risques et charges	22 675	22 058
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	0	0
Capitaux Propres	472 731	452 861
Capital souscrit	227 221	227 221
Prime d'émission	71 372	71 372
Réserves	14 166	13 565
Report à nouveau	140 101	128 674
Résultat de l'exercice	19 871	12 029
Total du passif	5 010 548	5 264 591

Hors-bilan au 31 décembre 2017

Montants présentés en milliers d'Euros

	2017	2016
1° Engagements donnés	697 909	761 522
Engagements de financement	697 909	761 522
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		
2° Engagements reçus	2 600 386	2 785 696
Engagements de financement	906	5 665
Engagements de garantie	2 599 480	2 780 031
Engagements sur titres	0	0

Notes concernant le Hors-bilan (autres informations) :

- Opérations sur instruments financiers à terme : note 15

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2017

Montants présentés en milliers d'Euros

	2017	2016
+ Intérêts et produits assimilés	55	333
- Intérêts et charges assimilés	-76 168	-77 183
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	1 106 669	1 208 458
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-969 948	-1 070 236
+ Produits sur opérations de location simple	783	890
- Charges sur opérations de location simple	-265	-372
+ Revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions produits	0	0
- Commissions charges	-5 838	-6 039
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	0
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	5 561	7 981
- Autres charges d'exploitation bancaire	-230	-1 557
Produit net bancaire	60 619	62 275
- Charges générales d'exploitation	-29 164	-29 459
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-56	-65
Résultat brut d'exploitation	31 399	32 751
+/- Coût du risque	1 759	-4 155
Résultat d'exploitation	33 158	28 596
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt	33 158	28 596
+/- Résultat exceptionnel	0	0
- Impôt sur les bénéfices	-13 287	-16 567
+/- Dotation / reprises de FRBG et provisions réglementées	0	0
Résultat net	19 871	12 029

III. — Affectation de résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice distribuable composé du résultat comptable bénéficiaire de 19 870 578,26 € et du report à nouveau de 140 101 224,63 € de la manière suivante :

Affectation à la réserve légale :	993 528,91 €
Dividendes (8 € / action) :	100 987 184,00 €
Report à nouveau :	57 991 089,98 €
Total affecté :	159 971 802,89 €

Le compte de report à nouveau, débiteur de 140 101 224,63 €, se trouvera ramené à la somme de 57 991 089,98 € après affectation.

Rappel des dividendes distribués

Conformément à l'article 243 bis du code général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été distribué de dividendes, au titre des trois précédents exercices.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes

Note 1 Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice

1.1. Cadre juridique et financier

FINAMUR est une société anonyme dont le cadre réglementaire est fixé par le Code du Commerce. Elle est soumise au droit commun en matière fiscale. En tant que Société Financière, spécialisée dans le crédit-bail immobilier, FINAMUR relève des dispositions de la loi bancaire du 24 janvier 1984, relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Les comptes sont présentés selon les instructions du Comité de la Réglementation Bancaire et selon la forme retenue par CRÉDIT AGRICOLE S.A.

La société FINAMUR S.A. est détenue à 99,99 % par la société CA Leasing & Factoring et participe au périmètre de consolidation de Crédit Agricole SA. La société est intégrée fiscalement au Crédit Agricole, depuis le 1er janvier 2009 pour une durée de 5 ans reconductible tacitement. L'impôt sur les sociétés au titre de l'année 2017 s'élève à 13 287 K€.

1.2. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2017

Aucun fait marquant sur 2017.

1.3. Evénements postérieurs à l'exercice 2017

Depuis le 31 décembre 2017, aucun événement significatif susceptible de remettre en cause la sincérité des comptes de l'exercice 2017 n'est à signaler.

Note 2 Principes et méthodes comptables

Les états financiers de FINAMUR S.A. sont établis dans le respect des principes comptables applicables aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole SA.

La présentation des états financiers de FINAMUR S.A. est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2016, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; Il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

2.1 Opérations de Crédit-Bail

Les postes « Crédit-bail et location avec option d'achat » et « Location simple » recensent les rubriques suivantes :

- immobilisations louées et non louées nettes d'amortissements comptables
- provision article 57,
- dépréciation des actifs immobilisés
- immobilisations en cours de construction
- avances et acomptes versés aux fournisseurs
- créances douteuses nettes de provisions
- indemnités de résiliation nettes de provisions
- créances rattachées
- produits à recevoir

Par ailleurs, les dispositions en matière d'opérations consortiales sont respectées. La société, qu'elle ait la position de chef de file ou de participant, enregistre la quote-part de financement qu'elle a réalisé et, au hors-bilan, sa quote-part de risque.

Le crédit-bail et la location simple sont composés des mêmes natures de poste, des mêmes méthodes d'évaluation et de règles de provisionnement identiques.

2.2 Immobilisations

Valeur brute

La valeur brute des immobilisations est celle de leur coût d'acquisition, quelle que soit la date d'acquisition.

– Amortissements

Les amortissements comptables des immeubles donnés en crédit-bail, sont calculés selon le mode linéaire. Ils sont en général calculés sur 20 ans.

Ces amortissements peuvent également être calculés selon le mode financier, sur la durée de vie du contrat.

Les frais d'acquisition des immobilisations sont amortis dès la mise enoyer.

– Traitement comptable des ITNL

Les immobilisations temporairement non louées sont valorisées à la VNC de la date du passage en ITNL ou à la valeur vénale si cette dernière est inférieure à la VNC par le biais d'une provision.

– Provision art. 57 et réserve latente

Afin de mieux apprécier la situation et les résultats de la société, les sociétés de crédit-bail sont autorisées à passer une provision article 57 lorsque l'amortissement financier est supérieur à l'amortissement comptable.

Cette provision est comptabilisée dans les comptes sociaux en diminution des postes d'actifs concernés.

L'excédent des amortissements comptables sur les amortissements financiers constitue la réserve latente qui n'apparaît pas en comptabilité sociale mais uniquement en comptabilité financière.

2.3 Créances Clients et comptes rattachés

Les créances sur les établissements de crédit, FINAMUR S.A. et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 : Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

L'application du Titre 2 : Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit FINAMUR S.A. à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes :

Créances restructurées

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Par conséquent, sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité,

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Les crédits restructurés sortent des créances douteuses. Ils font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Ils sont reclassés en créances douteuses dès le premier impayé.

Aucune créance restructurée n'a été identifiée sur l'entité Finamur au 31 décembre 2017. Dès lors, aucune décote n'a été comptabilisée sur l'exercice.

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins pour les entreprises du secteur privé, de plus de six mois pour les entreprises du secteur immobilier et de plus de neuf pour les administrations et les collectivités locales.
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement (existence de procédures d'alerte, par exemple).
- il existe des procédures contentieuses (surendettement, redressement judiciaire, liquidation judiciaire) entre l'établissement et sa contrepartie.

Parmi les encours douteux, FINAMUR S.A. distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

– Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Les intérêts contractuels ne sont plus comptabilisés après le transfert en encours douteux compromis.

– Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par FINAMUR S.A. par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan.

Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

La dépréciation des impayés HT est calculée après imputation des avoirs (HT) et du solde du compte courant, et de la contre-garantie, le cas échéant. Le taux de dépréciation appliqué est fonction de la nature de l'impayé. Il est fixé selon des règles précises par la Direction des Risques et du Contrôle Permanent ainsi qu'avec le département contentieux. Il existe des revues de portefeuilles trimestrielles au cours desquelles le montant des provisions est présenté au comité des risques pour validation.

La dépréciation calculée sur une créance douteuse est enregistrée en coût du risque. Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sont inscrites en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation étant inscrite dans la marge d'intérêt.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours déclassés entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou caution.

Dépréciation pour risque de re-commercialisation

Une dépréciation pour risque de re-commercialisation est comptabilisée au titre des matériels loués par des clients faisant l'objet d'une provision pour dépréciation de créances.

Cette dépréciation est calculée par différence entre la VNC et la valeur vénale des biens.

2.4 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5 Opérations de location simple

La valeur brute des immeubles correspond au prix de revient des immeubles hors frais d'acquisition. L'amortissement des constructions s'effectue selon le mode linéaire sur la durée normale d'utilisation du bien, déterminé selon les usages. En fin d'exercice, une dépréciation est constatée, le cas échéant, comme en matière d'immeubles non loués après résiliation de contrat.

2.6 Subventions

Les subventions reçues sont destinées à être rétrocédées au client. Elles sont comptabilisées dans le poste « autres passifs ».

2.7 Provisions

FINAMUR S.A applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux litiges et aux risques divers.

2.8 Engagements de retraite

La société n'emploie pas d'effectif.

2.9 Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du Titre 5 : Les instruments financiers à terme du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture :

Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07. Sont inscrits prorata temporis dans la rubrique : « Intérêts et produits (charges) assimilé(e)s – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les produits utilisés sont :

- les swaps emprunteurs et prêteurs à taux fixe, utilisés dans le cadre d'une stratégie de macro-couverture du portefeuille de contrats de location à taux fixes.

2.10 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

2.11 Titres de participation

Les titres de participation se rapportent à des sociétés dont certaines font partie du groupe CA Leasing & Factoring et font l'objet d'une dépréciation lorsque la situation nette financière est inférieure au coût d'acquisition.

2.12 Refacturation de charges entre FINAMUR et CA LEASING & FACTORING

Dans le cadre de la convention d'échange de services signée entre FINAMUR et CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING, les montants suivants ont été refacturés en 2017 :

Facturation de CAL&F à FINAMUR

Des frais du personnel pour 15,8 M€.

De la sous-traitance administrative pour 8,5 M€.

2.13 Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 %.

Les crédits d'impôt sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

Finamur a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

Note 3 Créances sur les établissements de crédit – Analyse par durée résiduelle

(en milliers d'Euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Créances rattachées	Total 2017	Total 2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	3 854	0	0	0	3 854	0	3 854	19 843
Comptes et prêts :								
- à vue					0		0	0
- à terme	0				0		0	4 000
Créances partenaires sur contrats en pools	3 854				3 854		3 854	15 843
Opérations internes	4 550	0	0	0	4 550	2 008	6 558	20 564
Comptes ordinaires :								
- à vue	4 550				4 550		4 550	18 888
- Prêt à terme					0	2 008	2 008	1 676
Total des créances ETS CREDIT	8 404	0	0	0	8 404	2 008	10 412	40 407

Note 4 Opérations avec la clientèle - Analyse par durée résiduelle

(en milliers d'Euros)	Durée résiduelle				Total en principale	Créances rattachées	Total 2017	Total 2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Opérations avec la clientèle	8	7	57	55	127	0	127	196
Créances	8	7	57	55	127	0	127	196

Note 5 Titres de participation et de filiales

Nom	Siège	Forme juridique	% de capital détenu	Valeur brute comptable des titres (K€)	Dépréciations	Valeur nette comptable des titres (K€)	Capital social	Montant capitaux propres (K€)
Marne Brossolette	204 Rond-point du pont de Sèvres 92100 Boulogne Billancourt	S.C.I.	50,0%	0,8	0,0	0,8	2	3
Oseo Garantie	27-31 Avenue du Général Leclerc 94700 Maisons-Alfort	S.A.	NS	0,8	0,0	0,8	595	N.C.
Total				1,6		1,6		

Note 6 Variation de l'actif immobilisé

6.1 Opérations de crédit-bail et assimilés

– Immobilisations louées en crédit-bail et assimilés (en milliers d'Euros) :

Rubriques	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2017
Valeur Brut Loué	8 964 294	926 031	-1 037 587	-19 438	8 833 300
Amortissement	-3 087 137	-382 310	375 939	5 261	-3 088 247
Provision art 57	-908 633	-202 587	134 276	0	-976 944
Provisions sur actifs	-16 196	-20 746	13 661	982	-22 299
Valeur nette	4 952 328	320 388	-513 711	-13 195	4 745 810

– Immobilisations en crédit-bail et assimilés non louées après résiliation (en milliers d'Euros) :

Rubriques	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2017
Valeur Brut ITNL	86 193	0	-15 094	19 438	90 537
Amortissement	-44 643	-4 513	7 263	-5 261	-47 154
Provisions sur actifs	-4 296	-3 438	4 311	-982	-4 405
Valeur nette	37 254	-7 951	-3 520	13 195	38 978

– Créances douteuses et rattachées liées aux opérations de crédit-bail (en milliers d'Euros) :

Rubriques	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Créances clients	55 600	0	55 600
Produits à recevoir sur loyers	20 381	0	20 381
Créances totales	75 981	0	75 981
Créances douteuses non compromises	33 208	25 028	8 180
Créances douteuses compromises	109 000	80 724	28 276
Créances douteuses totales	142 208	105 752	36 456

– Encours de crédit brut ventilé par agents économiques et durées résiduelles

En application du règlement ANC 2014-04 du 26 novembre 2014, nous vous présentons ci-dessous les encours de crédit brut ventilé (source financière) selon deux critères, le premier par agents économiques et le second par durées résiduelles.

Les encours douteux compromis correspondent aux encours contentieux qui regroupent les dossiers dont la déchéance du terme a été prononcée.

- par agents économiques (en milliers d'Euros) :

Stés non financières	4 483 234
Ets de crédit	136 180
Entrepreneurs individuels	53 284
Société assurances	0
Administrations de sécurité sociale	18 097
Administrations Privées	135 704
Administrations Centrales	5 028
Administrations Publiques	41 786
Total encours financier	4 873 313

- par durées résiduelles (en milliers d'Euros) :

	<= 3 mois	> 3 mois &	> 1 an &	> 5 ans	Total
--	-----------	------------	----------	---------	-------

		<= 1 an	<= 5 ans		
Encours financiers	154 753	432 314	2 184 549	2 101 697	873 313

6.2 Opérations de location simple

– Variation des immobilisations louées en location simple (en milliers d'Euros) :

Rubriques	31/12/2016	Augmentation	Diminution	Transfert	31/12/2017
Valeur brute	749	0	0	0	749
- Amortissements	-749	0	0	0	-749
- Dépréciations sur actifs	0	0	0	0	0
Valeur nette	0	0	0	0	0

– Créances clients liées aux opérations de location simple (en milliers d'Euros) :

Rubriques	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Créances clients	14	0	14
Produits à recevoir sur loyers	0	0	0
Créances totales	14	0	14
Créances douteuses non compromises	29	24	5
Créances douteuses compromises	0	0	0
Créances douteuses totales	29	24	5

6.3 Immobilisations corporelles et incorporelles

– Immobilisations propres (en milliers d'Euros) :

Rubriques	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Immobilisations incorporelles	2 384	9	0	2 393
-Amortissement	-2 156	-57	0	-2 213
= Valeur nette	228	-48	0	180

Note 7 Autres actifs et comptes de régularisation

7.1 Autres Actifs

(en milliers d'Euros)

Rubriques	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Autres actifs		
Créances sur l'Etat : TVA	1 337	12 212
Créances sur l'Etat : acompte sur IS	4 514	0
Compte courant	205	73
Chèques notaires	25 725	27 007
Subventions à recevoir	1 524	2 187
Syndication en attente	35 052	25 941
Autres débiteurs divers	12 505	32 143
Total	80 862	99 563

7.2 Comptes de régularisation

(en milliers d'Euros)

Rubriques	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Actifs		
Produits à recevoir sur instruments financiers	0	0
Comptes de décaissements	21 500	23 732
Autres comptes de décaissement	44	57
Produits à recevoir	173	16
Charges constatées d'avance	3	3
Total	21 720	23 808

Note 8 Dettes envers les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle

(en milliers d'Euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Dettes rattachées	Total 2017	Total 2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>1 an < 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	2
Comptes et emprunts :								

- JJ								
- à terme	0				0		0	0
Partenaires à reverser	0				0		0	2
Opérations internes	225 263	255 491	2 107 117	1 368 514	3 956 385	32 973	3 989 358	4 200 672
Comptes ordinaires :								
- à vue	0				0		0	0
Comptes et emprunts :								
- JJ	4 300				4 300		4 300	33 000
- à terme	158 085	195 128	1 648 519	927 309	2 929 041	7 207	2 936 248	3 010 636
Emprunts / syndication								
- à terme	62 878	60 363	458 598	441 205	1 023 044	669	1 023 713	1 130 564
Appels en garantie					0	25 097	25 097	26 472
Total des dettes	225 263	255 491	2 107 117	1 368 514	3 956 385	32 973	3 989 358	4 200 674

Note 9 comptes créditeurs de la clientèle

La société Finamur n'a pas de compte créateur de la clientèle.

Note 10 Dettes représentées par un titre – Analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	31/12/2017							31/12/2016
	≤ 3mois	>3mois ≤1an	>1 an ≤5 ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse					0		0	
Titres du marché interbancaire					0		0	
Titres de créances négociables	10 000				10 000		10 000	10 000
Emprunts obligataires					0		0	
Autres dettes représentées par un titre					0		0	
Valeur au bilan	10 000	0	0	0	10 000	0	10 000	10 000

Note 11 autres passifs et comptes de régularisation

11.1 Autres Passifs

(en milliers d'Euros)

Rubriques	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Autres passifs		
Dettes sur l'Etat : TVA	30 799	30 899
Dettes sur l'Etat : IS	0	4 808
Dépôts et cautions reçus	104	270
Fournisseurs d'immobilisations en crédit-bail et assimilés	35 365	31 385
Avances preneur à reverser	289 670	304 089
Versements complémentaires	119	176
Subventions	25 112	29 960
Crédit-preneur	335	334
Autres créateurs divers	27 468	52 280
Total	408 972	454 201

11.2 Comptes de régularisation

(en milliers d'Euros)

Rubriques	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Passifs		
Comptes d'encaissements	44 267	72 687
Produits de crédit-bail et assimilé constatés d'avance	52 820	54 053
Charges à payer sur instruments financiers	887	1 548
Charges à payer	8 750	6 449
Divers	88	60
Total	106 812	134 797

Note 12 provisions

(en milliers d'Euros)

Rubriques	2016	Dotation	Reprise	Utilisation	2017
Risques généraux ctx (1)	19 617	1 685	-375		20 927
Risque opérationnel	2 243	115	-808		1 550

Risques fiscaux	0				0
Etalement de la plus-value de relocation	198		0		198
Provision charges sociales	0				0
Total	22 058	1 800	-1 183	0	22 675

(1) dont

- sur dossier Repol 4 300 K€,
- sur dossier Labadie Créteil 1 545 K€,
- sur dossier Polygone Confluent 1 171 K€,
- sur dossier Zeufrailino 1 477 K€
- sur dossier SBLC 4 009 K €.

Note 13 Variation des capitaux propres

– Capital souscrit

Le montant du capital souscrit 227 221 164 € se décompose en 12 623 398 titres d'une valeur nominale de 18 euros.
Le capital ne comporte que des titres nominatifs, avec égalité du droit de vote par titre.

Il n'existe ni catégorie particulière, ni obligations convertibles ou titres similaires.

Le capital souscrit est entièrement libéré.

Au 31/12/2017, l'actionnariat se répartit ainsi :

	Nombre de titres	% du capital
Crédit Agricole Leasing & Factoring	12 623 390	99,99%
Autres sociétés groupe CASA	2	NS
Personnes physiques et morales autres	6	NS
Total	12 623 398	100,00%

Le résultat par action au 31 décembre 2017 est de 1,57 € par action. Variation des Capitaux propres

(en milliers d'Euros)

Rubriques	Montant au 31/12/2016	Affectation du résultat de 2016	Affectation réserves	Dividendes	Résultat 2017	Montant au 31/12/2017
Capital	227 221					227 221
Réserves	12 653	602				13 255
Prime d'émission	553					553
Prime d'apport	4 192					4 192
Prime de fusion	66 627					66 627
Autres réserves	911					911
Sous total	312 157	602		0	0	312 759
Report à nouveau	128 674	11 427				140 101
Résultat de l'exercice	12 029	-12 029			19 871	19 871
Total	452 860	0	0	0	19 871	472 731

– Proposition d'affectation du résultat

(en milliers d'Euros)

Le Conseil d'administration propose l'affectation suivante du résultat :

Report à nouveau exercice précédent	140 101 K€
Bénéfice de l'exercice	19 871 K€
Sommes distribuables	159 972 K€
Affectation à la réserve légale	994 K€
Au titre de dividendes	100 987 K€
Report à nouveau	57 991 K€
Total à l'affectation	159 972 K€

Note 14 Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	8 404	38 732
Sur les établissements de crédit et institutions financières	8 404	38 732
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	2 936 249	3 010 636

Sur les établissements de crédits et institutions financières	2 936 249	3 010 636
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
Engagements donnés	614 524	837 222
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit		
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle		
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés	614 524	837 222

Note 15 Hors bilan

(en milliers d'Euros)

	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Engagements donnés	697 909	761 522
Engagements de signature	697 909	761 522
Engagements de financement	697 909	761 522
Engagements reçus	2 600 386	2 785 696
des Caisses Régionales / contrats en syndication	906	5 665
Engagements de financement	906	5 665
Contregaranties sur contrats de crédit-bail	2 118 350	2 218 903
Contregaranties sur contrats de crédit-bail de collectivité publique	827	937
Contregaranties sur engagements de signature	480 303	560 191
Engagements de garantie	2 599 480	2 780 031
Engagements donnés sur instruments financiers à terme	277 806	430 204
Opérations de SWAP, taux emprunteur	277 806	430 204
Opérations de Caps, Floors, taux emprunteur	0	0
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	277 806	430 204
Autres engagements donnés	336 718	407 018
Mobilisation TRICP	336 718	407 018
Valeurs données en garantie	336 718	407 018
Engagements donnés	1 312 433	1 598 744
Engagements reçus	2 600 386	2 785 696

Créances apportées en garantie dans le cadre des refinancements des établissements de crédit accordés par la Banque Centrale.

Le groupe Crédit Agricole est éligible aux refinancements accordés par la Banque Centrale dans le cadre de la procédure sécurisée et automatisée dénommée Traitement Informatisé des Créances Privées (TRICP)

Dans ce contexte, Finamur filiale du Crédit Agricole apporte des créances en garantie à CASA, qui les apporte ensuite à la Banque Centrale pour garantir les prêts que cette dernière octroie au groupe.

La société Finamur conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Engagements sur instruments financiers à terme

Conformément au règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les informations concernant les instruments financiers dérivés sont exposées ci-dessous :

(en milliers d'Euros)	Durée résiduelle			Notionnel	Réescompte	Valorisation à la juste valeur	Valorisation à la juste valeur pied de coupon
	1 an	>1 an < 5 ans	> 5 ans				
Swaps de taux Micro-couverture		24 047	3 759	27 806	-281		-3 783
Swaps de taux Macro-couverture	105 000	50 000	95 000	250 000	-606		-6 540
Total	105 000	74 047	98 759	277 806	-887	0	-10 323

Note 16 Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

(en milliers d'Euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Intérêts et Charges/						
Produits assimilés	1 107 507	1 046 381	61 126	1 209 681	1 147 791	61 890
* Opérations de trésorerie et interbancaire	55	76 168	-76 113	333	77 183	-76 850
* Opérations avec la clientèle						
* Opérations de crédit-bail	1 106 669	969 948	136 721	1 208 458	1 070 236	138 222
* Opérations de location simple	783	265	518	890	372	518

Note 17 Produits / charges liés aux commissions

En application du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont désormais étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

(en milliers d'Euros)

Type de commissions	Reçues		Versées	
	2017	2016	2017	2016
Sur opérations avec les établissements de crédit	0	0	5 812	6 014
Commissions de garantie			4 164	4 160
Commissions d'apport			1 648	1 854
Sur autres services d'exploitation bancaire	0	0	26	25
Total	0	0	5 838	6 039

Note 18 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(en milliers d'Euros)

Rubriques	Charges	Produits
Subventions virées au résultat		5 318
Divers	230	243
Total	230	5 561

Note 19 Autres produits et charges ordinaires

(en milliers d'Euros)	Montant 2017	Montant 2016
Autres produits d'exploitation	194	137
Autres produits d'exploitation	194	137
Impôts et taxes	-4 649	-4 493
Frais de personnel	0	-5
Honoraires	-154	-111
Honoraires Commissaires aux comptes (1)	-172	-210
Refacturation groupe / Sous-traitance administrative	-24 335	-24 761
Quote-part minoritaire SCI Marne Brossolette	0	-9
Divers autres charges d'exploitation	-48	-7
Autres charges d'exploitation	-29 358	-29 596
Solde produits/charges exploitation	-29 164	-29 459

(1) Ce montant intègre les honoraires des commissaires aux comptes liés à la certification des comptes. Ces montants se répartissent respectivement pour 83 K€ pour le Cabinet Ernst & Young et 74 K€ pour le Cabinet Mazars.

Note 20 Coût du risque

(en milliers d'Euros)

Rubriques	Dotations	Reprises	Net des dotations et reprises
Provision pour clients douteux et contentieux	5 792	8 850	3 058
Provision pour risques techniques CB/LS			0
Provision pour risques divers	1 684	371	-1 313
Total I	7 476	9 221	1 745
Pertes sur créances couvertes par des provisions			-4 605
Pertes sur créances non couvertes par des provisions			-78
Récupérations sur créances amorties			154
Recours sur garant			4 568
Frais contentieux			-25
Total II			14
Solde en perte des corrections de valeurs sur créances			1 759

Note 21 Situation fiscale et latente conditionnelle

(en milliers d'Euros)	2017	2016	Variation
Résultat fiscal	38 661	47 794	-9 133
Impôt sur les sociétés (33 1/3 %)	12 887	15 931	-3 044
Contribution sociale sur les bénéfices (3,3%)	400	501	-101
Impôt exceptionnel (10,7 %)	0	135	-135
Impôt société	13 287	16 567	-3 280
Reprise provision pour IS	0	0	0
Impôt sur les bénéfices	13 287	16 567	-3 280

– Dettes et créances d'impôts différés

(en milliers d'Euros)	Base	taux	Actif	Passif
Réserve latente	146 420	34,43%		-50 412
Dépréciations sur l'actif	26 706	34,43%		9 195
Activation charges et produits directs IAS	8 364	34,43%		2 880
Actualisation de créances	2 402	34,43%		827
Charges à payer non déductibles	267	34,43%	92	
Indemnités de résiliation	343	34,43%	118	
Dépréciations pour risques opérationnels	13 284	34,43%	4 574	
Impact retournement réserve latente*				5 132
Total	197 786		4 784	-32 379
ID 2016			16 816	-53 030
Variation ID 2017/2016			-12 032	20 651
Variation nette IDA 2017/2016				8 619

*Les actifs et passifs d'impôt différé doivent être évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Autres informations

– Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING S.A.
12, place des Etats-Unis
92548 MONTRouGE CEDEX

CREDIT AGRICOLE S.A.
12, place des Etats-Unis
92548 MONTRouGE CEDEX

– Ventilation de l'effectif moyen

La société n'emploie pas d'effectif propre.

– Organes de direction, d'administration ou de surveillance, montant global pour chaque catégorie

Il n'a pas été alloué de rémunération au titre des fonctions de Président, ni de jetons de présence aux membres du conseil d'administration, au cours de l'exercice 2017.

– Politique d'engagement

La politique d'engagements détermine les règles de sélection des contreparties fondées sur un système de notation, une politique de garantie et une méthodologie d'analyse du risque.

Note 22 Note sur la comptabilité financière

Méthode de comptabilité financière

Le résultat financier est calculé après amortissement financier, ce dernier étant égal à la part du loyer HT affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

Les loyers sont perçus d'avance et la méthode retenue pour calculer l'amortissement financier est celle dite à "intérêts perçus d'avance", le premier loyer incluant une part d'intérêts. La valeur résiduelle, si elle existe, est considérée comme un dernier loyer, intégralement affecté à l'amortissement du capital investi.

En comptabilité financière, les loyers sont enregistrés à leur date d'exigibilité avec prorata temporis.

Les encours financiers des dossiers à caractère douteux ou litigieux font l'objet d'un complément d'amortissement financier pour couvrir la perte probable évaluée en fonction de la valeur de revente du matériel.

Le résultat financier dégagé peut être supérieur au bénéfice social, ceci étant essentiellement dû à la différence entre les amortissements financiers et les amortissements fiscaux pratiqués.

Cet excédent permet de constituer une réserve non apparente qualifiée de "réserve latente", essentiellement constituée par la différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable des mêmes biens donnés en location.

– Variation de la réserve latente

(en milliers d'Euros)

Rubriques	Montant 2017	Montant 2016	Variation
Valeur brute des immobilisations	8 636 163	8 807 261	-171 098
Subventions	-24 990	-29 757	4 767
Valeur nette financière (1)	4 668 766	4 912 825	-244 059
Valeur nette comptable	4 498 068	4 736 243	-238 175
Réserve latente brute	170 698	176 582	-5 884
Provisions financières contentieuses	-50 984	-43 053	-7 930
Provisions sociales contentieuses	26 706	20 493	6 213

Réserve latente nette	146 420	154 022	-7 602
<i>(1) La valeur nette financière correspond au CRD corrigé du réescompte et de l'étalement des frais de dossier.</i>			

Méthode de comptabilité sociale

Les sociétés pratiquant des opérations de crédit-bail ou de location longue durée peuvent amortir les matériels qu'elles donnent en location, conformément aux dispositions légales et réglementaires, c'est-à-dire qu'elles peuvent pratiquer des amortissements comptables de type dégressif ou linéaire.

L'amortissement effectivement retenu est compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif fiscalement autorisé. Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles louées sont conformes à la réglementation en vigueur.

Passage du résultat social au résultat financier

(en milliers d'Euros)	31-déc-17		
	Résultat	Réserves	Total
Situation nette sociale	19 871	452 860	472 731
Retraitements			
Réserve latente nette de provisions financières contentieuses	-7 602	154 022	146 420
Activation charges/produits directs IAS	489	-3 273	-2 784
Activation charges/produits directs social	-155	-8 210	-8 365
Actualisation	-1 753	-649	-2 402
Impact IFRIC	-172	1 168	996
Impôts différés sur réserve latente	20 651	-53 030	-32 379
ID : décalages temporaires entre le résultat comptable et le résultat fiscal	-12 032	16 816	4 784
Situation nette consolidée financière	19 297	559 704	579 001

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes de annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Finamur relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité d'audit.

Fondement de l'opinion

- Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » au présent rapport.

- Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

- Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 22 de l'annexe relative à la comptabilité financière présentant le résultat financier de l'exercice : ce résultat est déterminé en tenant compte de l'amortissement financier des capitaux engagés sur la durée des contrats de crédit-bail. Nous rappelons que ce résultat donne une meilleure image de la rentabilité financière de votre société que le résultat social qui prend en compte les amortissements industriels des matériels loués.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées pour faire face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- Risque de crédit et dépréciation des créances douteuses

Risque identifié	Notre réponse
Une part importante du bilan est constituée de créances envers la clientèle. La	Nous avons examiné le dispositif mis en place par la société pour identifier les

société Finamur comptabilise au titre du risque de crédit de son portefeuille client, des dépréciations individuelles pour créances douteuses.	créances douteuses et évaluer leur dépréciation et avons testé l'efficacité des procédures et des contrôles clés sur le déclassement des créances en douteux et le calcul des dépréciations.
Ces dépréciations sont enregistrées en fonction du risque de non recouvrement. Elles sont déterminées individuellement et évaluées à partir de l'encours contentieux déduction faite des garanties.	En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons :
Compte tenu de l'activité exercée par la société, nous considérons que la correcte identification des créances douteuses et l'évaluation des dépréciations sur ces créances constituent un point clé de l'audit.	- Examiné sur la base d'un échantillon de dossiers et par entretien avec la direction, les données et hypothèses retenues par la société pour déclasser et estimer la dépréciation à enregistrer sur ces dossiers ;
Se référer à la note 2 Principes et méthodes comptables de l'annexe aux comptes individuels	- Examiné les principales conclusions des comités spécialisés en charge du suivi des créances douteuses ;
	-- Circularisé les cabinets d'avocats afin de compléter l'analyse des dossiers douteux.

- Risque d'actifs sur les immobilisations temporairement non loués (ITLN) du métier crédit-bail immobilier (CBI)

Risque identifié	Notre réponse
L'activité de crédit-bail immobilier est exposée à un risque sur la valorisation de l'actif sous-jacent au financement puisque le crédit bailleur est propriétaire des actifs.	Nous avons évalué l'efficacité des procédures et des contrôles-clés réalisés par la société pour estimer la valeur vénale des actifs immobiliers financés à travers notamment :
Le risque intervient quand la société Finamur doit re-commercialiser l'actif à la suite :	- L'analyse des critères de valorisation de l'actif ;
- De la résiliation du contrat par le client ;	- La correcte application des procédures en vigueur et notamment la fréquence de revalorisation de l'actif.
- De la défaillance du client (litiges ou insolvabilité) ;	
- À l'échéance du contrat.	En complément de ces tests sur les contrôles, nous avons :
Comme indiqué dans les notes annexes, les ITNL sont valorisées à leur valeur nette comptable à la date de survenance du risque ou à leur valeur vénale si cette dernière est inférieure à la valeur nette comptable par le biais d'une dépréciation.	- Analysé le coût du risque du métier CBI et examiné les valeurs vénales retenues pour les dossiers dépréciés au cours de l'exercice 2017 ;
La valeur vénale est estimée par la société à partir de données de marché et à dire d'experts.	- Sur la base d'un échantillon de dossiers, testé les valorisations retenues par la société avec l'aide de nos experts spécialisés en valorisation d'actifs immobiliers.
Nous avons identifié ce sujet comme un point clé de l'audit car une mauvaise estimation des valeurs vénales des ITNL entraîne une estimation erronée des dépréciations.	
Se référer à la note 2 Principes et méthodes comptables de l'annexe aux comptes individuels	

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux Actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

- Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

- Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de Finamur par l'Assemblée Générale du 27 mai 2005 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres et du 27 mai 2005 pour le cabinet MAZARS.

Au 31 décembre 2017, le cabinet ERNST & YOUNG et Autres était dans la 13ème et le cabinet MAZARS était dans la 13ème année de sa mission sans interruption.

IV. Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

- Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément

aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

- Rapport au Comité d'audit

Nous remettons un rapport au Comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris-La-Défense, le 25 avril 2018

Les Commissaires aux Comptes :

ERNST & YOUNG et Autres
Hassan BAA

MAZARS
Matthew BROWN

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à disposition du public au siège social de Finamur S.A., sis au 12, Place des Etats - Unis, 92 548 Montrouge Cedex.